

Jean-René MORICE, Guy SAUPIN et Nadine VIVIER

Introduction

LES ENJEUX D'UNE ANALYSE DES MUTATIONS DE LA CULTURE PATRIMONIALE

Le titre de cet ouvrage¹ sonne comme un défi, celui de rendre compte et d'interpréter les mutations majeures en cours dans l'ensemble de la chaîne patrimoniale. Cette ambition se fonde sur les résultats d'un travail de recherche collective interdisciplinaire régionale², tout spécialement dans son dialogue entre des professionnels de la valorisation patrimoniale dans la région des Pays de la Loire et des spécialistes universitaires de la question, tant nationaux qu'europeens. Entre théorie et pratique, la démarche de recherche se veut large et participative intégrant de fait l'apport et le regard du monde professionnel comme support critique et moyen d'approfondissement du sujet traité : l'idée d'un patrimoine mouvant et en constant renouvellement. La finalité du travail produit demeure universitaire et s'inscrit dans une démarche scientifique avec pour résultat cette publication qui propose, par l'engagement d'un processus collectif de réflexion, d'examiner et de questionner les limites contemporaines du patrimoine à partir de faits et d'expériences de terrain. L'objectif a bien été de chercher à mieux saisir et comprendre un phénomène de société à partir de questions posées. Cela implique une connaissance précise et actualisée du sujet étudié et de trouver les meilleures manières de l'aborder. Aussi la participation de professionnels à notre réflexion a-t-elle été retenue comme décisive.

-
1. L'ouvrage réalisé est issu d'une partie des réflexions présentées au colloque international *Les nouveaux patrimoines* du programme de recherche NEOPAT, tenu à Nantes les 7 et 8 juin 2012.
 2. Le groupe de recherche NEOPAT, dédié à l'étude des nouveaux patrimoines dans la région des Pays de la Loire, sur financement du Conseil régional pour un contrat de 2010 à 2013, était composé de sept laboratoires des universités d'Angers, du Maine et de Nantes, de caractère interdisciplinaire associant l'histoire, l'histoire de l'art et l'archéologie, l'histoire des sciences et des techniques, la géographie culturelle, la géomorphologie, la sociologie et le droit culturel.

Dans les pays européens, et tout spécialement en France, mais aussi à l'échelle mondiale, le succès des actions patrimoniales ou incluant le patrimoine dans leur communication se fait croissant. L'adhésion du public aux journées européennes du patrimoine, bouquet d'initiatives très diversifiées, en est l'exemple phare. Au-delà de ce type d'événementiel, l'offre est devenue permanente, soutenue par une ample diversification des acteurs, sans rencontrer semble-t-il de lassitude du public. Comme se plaisent à le rappeler les pouvoirs publics et la presse nationale en France, les journées du patrimoine remportent chaque année un franc succès avec pour effet d'annonce toujours plus de visiteurs d'une année sur l'autre, permettant à ceux qui avancent cette fréquentation grandissante de défendre l'idée d'un réel engouement des Français pour leur patrimoine : plus de 12 millions de visiteurs accueillis dans près de 17 000 lieux. Désormais européenne depuis 1991, la manifestation fédère aujourd'hui plus de 50 pays et régions d'Europe. Depuis 1995, il est associé à ces journées un thème national qui diffère d'une année et d'un pays à l'autre ouvrant des horizons nouveaux à la reconnaissance patrimoniale. Si le thème de 2012 était pour la France « Les patrimoines cachés », celui de la Suisse avait pour intitulé « Structure et revêtement – la pierre et le béton ». À l'échelle européenne, cette dynamique patrimoniale est telle qu'elle a fini par susciter un débat entre ceux qui s'inquiètent d'une dérive passéiste, symptôme d'une société frileuse se réfugiant dans le mythe du paradis perdu, et ceux qui pensent que la meilleure manière de fonder une innovation performante est d'avoir une claire conscience de ses racines.

Pour les sciences humaines et sociales qui analysent ce phénomène culturel, la montée de la vague patrimoniale pourrait bien se révéler comme un piège dans la mesure où la convocation du terme à toutes les sauces risque d'aboutir à la dilution totale de la notion dans un discours devenu inaudible. Reste que les acteurs les plus divers qui se mobilisent en référence au patrimoine, tant dans une conviction militante de défense d'un objet de qualité menacé de disparition que dans des opérations mercantiles, ont bien leur conception du qualificatif patrimonial dont ils usent sans états d'âme dans la définition et le patronage de leurs propositions. Cette tension entre utilisateurs laxistes et censeurs puristes est au cœur de la dynamique patrimoniale, surtout lorsque l'on s'accorde à penser que ce caractère n'est pas de nature essentialiste, renvoyant à des caractéristiques internes de l'objet sur la liste desquels il serait scientifiquement indispensable de s'entendre, mais bien plutôt dans le regard que les différents composants d'une société portent sur les éléments majeurs de leur qualité de vie, dans un souci de conservation pour transmission.

Tout effort conceptuel d'analyse du mouvement culturel de patrimonialisation ne peut se passer de catégories, mais la caractéristique majeure de son succès reste au contraire l'effacement progressif de ces dernières au profit d'une globalisation de la définition du paradigme, rendant toujours plus perméables

les frontières des typologies utilisées. L'enrichissement constant de l'ensemble traditionnel du patrimoine classique centré sur les monuments historiques et les grandes œuvres d'art, suite à l'adjonction de nouveaux patrimoines renvoyant aux legs économiques, techniques, sociaux, religieux et culturels des sociétés rurales, industrielles ou maritimes, illustre cet élargissement thématique qui semble sans limites. Même si la chronologie de la reconnaissance entretient toujours de fortes pesanteurs mentales et si l'entrée de type monumental conserve son potentiel de hiérarchisation implicite, la diversification croissante des objets protégés officiellement illustre clairement une tendance à l'atténuation des cloisonnements. Le patrimoine culturel – longtemps confondu avec l'apport architectural et artistique dans la culture européenne – et le patrimoine naturel, distingués pendant longtemps au sein d'une logique d'assimilation mentale du second au premier, s'interpénètrent de plus en plus sous l'effet de la montée en puissance des interrogations environnementales et écologiques et du thème du développement durable dont le succès mérite d'être analysé dans le même cadre conceptuel que celui de patrimoine. L'emballement récent autour du patrimoine immatériel, en réaction contre une propension de la culture européenne à se centrer trop prioritairement sur le patrimoine matériel, a non seulement engendré une discussion sur l'indispensable interaction entre les deux, mais aussi un renouvellement fécond de la réflexion sur la définition même de la notion de patrimoine.

Dans la forme la plus répandue des discours, l'évidence opératoire de la trilogie patrimoine-identité-territoire a fini par s'imposer. C'est une formule clé, qui n'a même plus besoin d'être commentée ou justifiée, sous le présupposé d'une solution ayant fait ses preuves et d'une efficacité vérifiée par l'expérience au sein de l'ensemble des acteurs et du grand public. Les dernières conventions internationales incitent d'ailleurs à enrichir cette bénéfique alliance en articulant davantage la notion de patrimoine à celle de communauté et à celle du développement. Les processus de décentralisation et d'affermissement de la démocratie participative amplifient le phénomène puisque les élus, dans leur dialogue avec leurs citoyens-électeurs, trouvent dans la référence patrimoniale un excellent support pour conforter leur action en faveur de la cohésion de leur territoire. L'articulation avec le développement renvoie immédiatement à l'économie touristique et il est certain que les interactions entre les deux domaines sont nombreuses et très influentes, sans que les rapports soient toujours très sereins puisque les valorisations culturelles et financières semblent parfois diverger et s'opposer. Il est légitime de s'interroger sur la nature des liens entre tourisme et patrimoine : toutes les activités touristiques n'ont pas de finalité patrimoniale, mais l'intensité et la durabilité de certaines pratiques finissent parfois par créer une nouvelle référence patrimoniale. On ne saurait cependant en rester là car il s'agit bien de l'insertion croissante du patrimoine dans un marché économique plus global. Des entreprises de type divers s'y intéressent

comme source d'inspiration dans la création de nouveaux produits, comme élément de référence garantissant la qualité de ces derniers par transmission respectueuse de savoir-faire ancien, comme support efficace dans une politique de communication et de commercialisation et même comme élément décisif dans le choix géographique d'une implantation.

L'enrichissement continu du champ patrimonial est analysé par les sciences humaines et sociales comme une réponse culturelle et sociale à une crainte de déstabilisation personnelle et collective au sein d'un monde dont on peine à suivre les mutations de plus en plus accélérées. L'émergence d'un patrimoine non protégé à côté du protégé, l'invention d'expression telle que « petit patrimoine de proximité » supposant l'existence d'un « grand » patrimoine, la multiplication des labels pour atténuer la différence entre ces deux types et des aires de protection ciblées ou plus englobantes sont autant de témoignages de l'enrichissement exceptionnel du champ patrimonial depuis un demi-siècle. Ceci s'est accompagné de mutations majeures dans le processus de légitimation. Le temps du règne des experts (universitaires, professionnels des services patrimoniaux, érudits des sociétés savantes) authentifiant les monuments reflétant le génie de la nation en invitant le public à s'y intéresser est révolu. La société, dans le dynamisme de ses acteurs et dans les préférences de ses consommations culturelles, s'est invitée de plus en plus fortement dans cette reconnaissance. Les pouvoirs publics ont enregistré progressivement cette nouvelle donne en réformant dans une logique d'ouverture participative les instances officielles de réflexion, de qualification et de soutien aux diverses initiatives.

Pour autant le débat existe autour de l'ampleur réelle du changement, des voix s'élevant pour regretter une résistance des milieux de l'expertise et une trop grande timidité dans l'introduction de l'expérience culturelle citoyenne. La révolution technologique numérique dans l'industrie des moyens de communication et l'essor récent mais rapide des communautés de partage d'expériences sur Internet ne fait que renforcer ce type de questionnement. Plusieurs enjeux paraissent majeurs. Comment dépasser la simple cohabitation sans interaction effective entre les appréciations expertes et la parole citoyenne? Comment la valorisation de la figure de l'amateur peut aider à atténuer ce hiatus? Plus profondément, comment une meilleure prise en compte de la valeur de l'expérience culturelle sociale dans la légitimation patrimoniale peut enrichir et faire évoluer la notion même de l'expertise?

L'organisation de l'ouvrage présenté s'est fixée comme but d'offrir une analyse de nature pluridisciplinaire susceptible d'enrichir la réflexion sur l'émergence d'une nouvelle culture patrimoniale en prenant prioritairement en compte toutes les grandes mutations indiquées précédemment. Dans la suite logique de nos approches, la dimension européenne de type universitaire s'est imposée comme indispensable, tout comme l'intégration de la réflexion des professionnels du

patrimoine de notre région des Pays de la Loire, très en contact avec le monde associatif œuvrant dans la valorisation patrimoniale. La confrontation des points de vue à partir d'un positionnement institutionnel différent nous a paru non pas comme une cerise sur un gâteau mais au contraire comme la démarche stratégique qualifiant l'originalité de la réflexion soumise à la discussion de l'ensemble des acteurs du champ patrimonial. Ici s'établit la cohérence entre nos pratiques de chercheurs et notre production intellectuelle. Avec pour contexte d'étude des terrains d'analyse exclusivement européens, il en ressort néanmoins au regard des sujets traités une certaine prédominance donnée au cas français. Pour ce qui est des autres territoires européens retenus, il est fait référence à l'Italie, l'Espagne, la Suisse, le Portugal ou encore l'Autriche. De manière plus globale, les travaux menés offrent un large éventail de réalités géographiques permettant d'aborder cette question de la mutation patrimoniale dans une approche multiscalaire.

Trois grands thèmes se sont dégagés de nos entretiens. Ils cherchent à rendre compte de l'enrichissement de la notion de patrimoine à travers la diversification thématique, du croisement des initiatives de différents acteurs et à questionner l'évidence du lien patrimoine-identité-développement-territoire. Ces interrogations transversales animent les trois grandes entrées. L'emprise croissante du patrimoine immatériel est appréhendée à travers la globalisation du patrimoine culturel et dans les rapports complexes et agités entretenus avec l'économie touristique. Un focus est mis sur le patrimoine sonore, vu d'abord dans sa diversité avant de privilégier le domaine des musiques actuelles au sein desquelles le rock tient une place éminente pour le sujet qui nous concerne. La deuxième partie s'interroge sur la gouvernance partagée à travers un panel d'expériences illustrant la diversification thématique. La question centrale est celle de la qualité de l'effet de symbiose dans la coopération entre les services de l'État et des collectivités territoriales et les associations. La troisième partie examine des expériences de mise en scène du patrimoine à destination du grand public. Y sont traités, à travers l'amplitude thématique, la question de l'articulation entre les patrimoines de type ancien ou nouveau, le lien entre la création et la patrimonialisation, l'apport des nouvelles technologies du spectacle dans la valorisation et les jeux et rôles de la population dans le processus de légitimation patrimoniale.

L'ensemble de ces approches spécialisées est précédé d'une discussion sur le concept de « nouveaux patrimoines » à partir de la recherche en sciences humaines et sociales. L'intention est de rappeler le cadre intellectuel dans lequel se sont développés les travaux du groupe de recherche sur lesquels s'appuie cette réflexion sur une mutation de la culture patrimoniale³.

3. MORICE J.-R., SAUPIN G. et VIVIER N. (dir.), *Les nouveaux patrimoines en région des Pays de la Loire*, Rennes, PUR, 2013.